

Programme de formation

A DESTINATION DES DIRIGEANTS, RESPONSABLES DES RESSOURCES HUMAINES
ET TOUTE PERSONNE EN CHARGE DES QUESTIONS DE PERSONNEL

Les Saisons du Social

L'occasion de faire le point des principaux textes et jurisprudences marquantes des trois derniers mois en droit du travail et de la sécurité sociale !

Prochaines sessions 2026 :

- 2 et 3 juillet
- 8 et 9 octobre

Formation à LYON

animée par

Dorine GALLAND

et

Aurore PANAYE

Avocats



Détails pratiques

4 sessions de formation d'une demi-journée par an

- ◇ Présentation par un binôme d'animateurs
- ◇ Analyse des nouveautés et des changements que cela implique dans la gestion du personnel
- ◇ Échanges entre participants

**Le lieu : 50 rue de
Marseille - 69007 LYON**

**Les horaires : de 9h00 à
12h30**

Les Saisons du Social

Au sommaire de la session des 2 et 3 avril 2026 :

I. ACTUALITÉ LÉGISLATIVE ET RÉGLEMENTAIRE

1. Loi de finances 2026

Loi n°2026-103 du 19 février 2026 (JO 20)

2. Formation

2.1 Application de la loi 2025-989 du 24 octobre 2025 portant transposition des ANI en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social

Période de reconversion professionnelle

Décrets n°2026-39 et 40 du 28 janvier 2026 (JO 31)

FAQ période de reconversion, site du ministère du travail, 3 février 2026 MAJ 5 mars

Entretien de parcours professionnel

Décret n°2026-39 du 28 janvier 2026 (JO 31)

Abondement "sanction" voir : Cass. Soc., 21 janv. 2026 n°24-12.972

QR ministère du Travail "L'entretien [de parcours] professionnel" 12 février 2026

2.2 Passeport de prévention

Article 6 de la loi n°2021-1018 du 2 août 2021 (JO 3)

Décret n°2025-748 du 1^{er} août 2025 (JO 2)

Portail d'information du Passeport de prévention <https://passeport-prevention.travail-emploi.gouv.fr/>

3. Loi portant création d'un statut de l'élu local

Loi n°2025-1249 du 22 décembre 2025 (JO 23)

4. Les petites actu'

Aide exceptionnelle à l'apprentissage

Décret n°2026-168 du 6 mars 2026 relatif à l'aide exceptionnelle aux employeurs d'apprentis

Activités sociales et culturelles du CSE : exonération de deux nouveaux avantages

Information publiée sur le Site de l'URSSAF le 29 janvier 2026

AT/MP : questionnaire « risques professionnels »

Actualité ameli.fr du 23 février 2026

Les Saisons du Social

ACTUALITÉ JURISPRUDENTIELLE

1. RELATIONS INDIVIDUELLES

A. EXÉCUTION DU CONTRAT

- ◆ Le salarié qui ne remplit pas les conditions pour exercer en qualité d'aide-soignant non diplômé assimilé peut-il prétendre à la qualification d'aide-soignant ?
- ◆ Un stagiaire peut-il effectuer plus de 6 mois de stage dans une même entreprise au cours de la même année d'enseignement ?
- ◆ La seule absence de l'organisation des entretiens professionnels suffit-elle à déclencher, au profit du salarié, l'abondement correctif du CPF ?
- ◆ Le véhicule de service pour lequel l'employeur tolère un usage à titre privé peut-il être requalifié en avantage en nature ?

B. RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL

- ◆ L'employeur peut-il licencier pour faute grave un salarié pendant un arrêt de travail d'origine professionnelle pour des faits antérieurs à l'arrêt de travail ?
- ◆ Le salarié qui transfère massivement des courriels professionnels confidentiels vers sa messagerie personnelle commet-il une faute ?
- ◆ Quelle place pour l'intérêt de l'employeur dans l'appréciation de la liberté d'expression du salarié ?
- ◆ L'employeur peut-il licencier un salarié accusé de harcèlement sexuel et d'agression sexuelle sans diligenter une enquête interne ?
- ◆ Des faits visant personnellement un salarié doivent-ils obligatoirement être identifiés pour permettre la reconnaissance d'une situation de harcèlement managérial ?
- ◆ Une transaction conclue après l'homologation d'une rupture conventionnelle prive-t-elle le salarié de la possibilité de contester l'indemnité spécifique de rupture ?

Les Saisons du Social

ACTUALITÉ JURISPRUDENTIELLE (suite)

2. RELATIONS COLLECTIVES

A. RÉMUNÉRATION

- ◆ Le versement d'une prime pendant plusieurs années caractérise-t-il nécessairement un usage ?

B. REPRÉSENTANT DU PERSONNEL—CSE

- ◆ Quelle est la juridiction compétente en matière de contestation des désignations des membres des commissions du CSE ?
- ◆ Un DS est-il de droit RS au CSEE lorsque l'établissement comporte moins de 300 salariés mais appartient à une entreprise de 300 salariés et plus ?

C. ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

- ◆ Le fait pour l'employeur d'accorder à un seul syndicat l'autorisation d'installer des stands et d'utiliser les locaux de l'entreprise pour diffuser sa propagande constitue-t-il une rupture d'égalité de nature à entraîner l'annulation des élections professionnelles ?